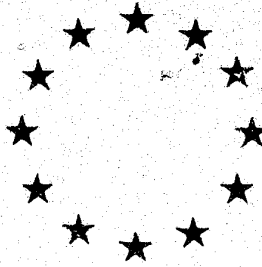


COUNCIL
OF EUROPE



CONSEIL
DE L'EUROPE

LEGAL AFFAIRS

AFFAIRES JURIDIQUES

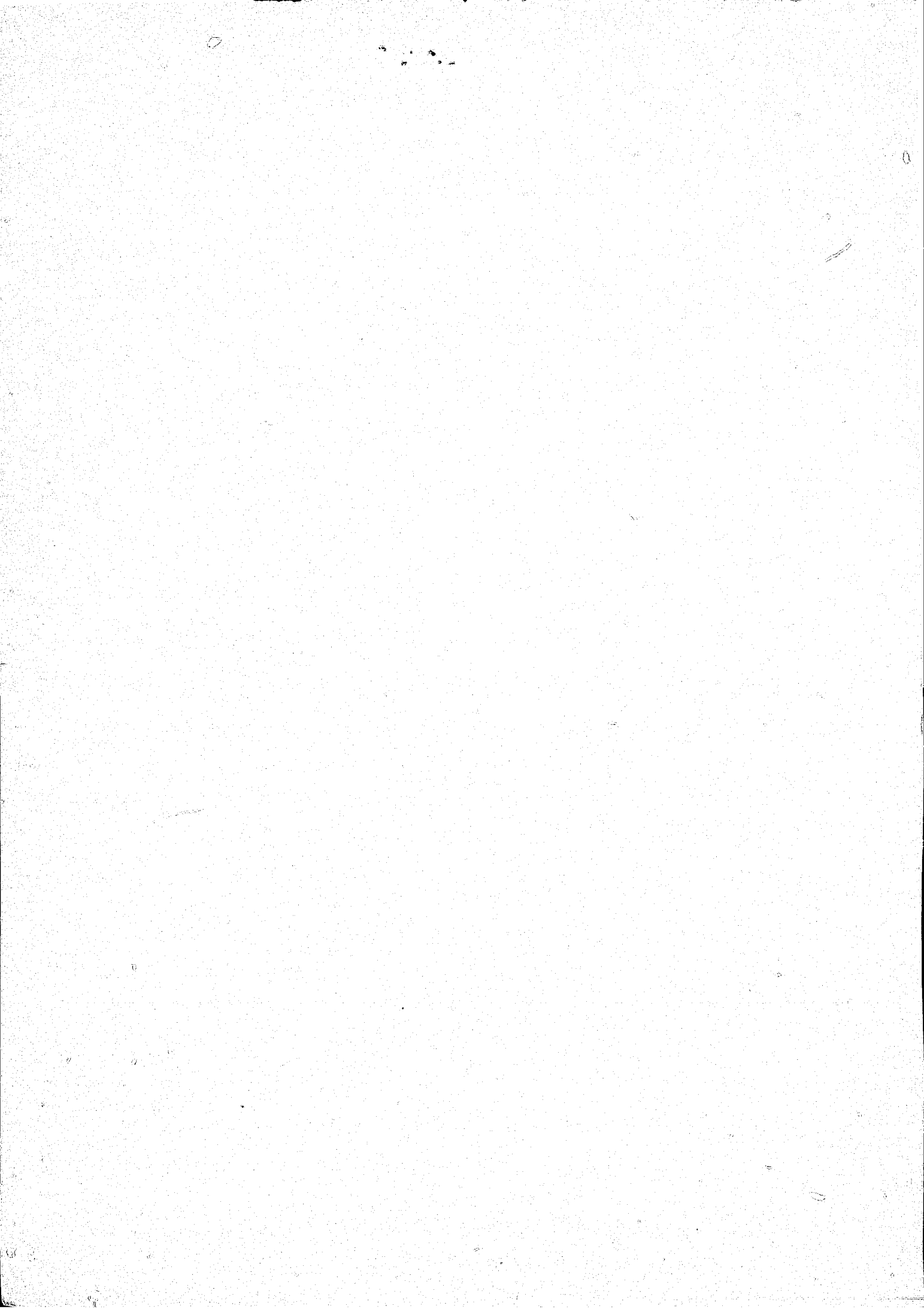
RESOLUTIONS BY THE COMMITTEE OF MINISTERS
RELATING TO CRIME PROBLEMS

III

RÉSOLUTIONS DU COMITÉ DES MINISTRES
DANS LE DOMAINE DES PROBLÈMES CRIMINELS

45957

STRASBOURG
1977



Résolutions du Comité des Ministres
dans le domaine des problèmes criminels

III

Resolutions by the Committee of Ministers
relating to crime problems

NCJRS
MAR 28 1978
ACQUISITIONS

I N D E X

1. INTRODUCTION

2. Res. (74) 3 Sur le terrorisme international
On international terrorism
- Res. (75) 3 Relative aux aspects légaux et administratifs de la
criminalité parmi les travailleurs migrants
On the legal and administrative aspects of
criminality among migrant workers
- Rés. (75) 11 Sur les critères à suivre dans la procédure de
jugement en l'absence du prévenu
On the criteria governing proceedings held in the
absence of the accused
- Res. (75) 12 Relative à l'application pratique de la Convention
européenne d'extradition
On the practical application of the European
Convention on extradition
- Res. (75) 24 Sur la répression de l'homicide et des lésions
par imprudence commis en matière de circulation
routière
On the punishment of manslaughter and accidental
injury on the road
- Res. (75) 25 Sur le travail pénitentiaire
On prison labour
- Res. (76) 2 Sur le traitement des détenus en détention de longue
durée
On the treatment of long-term prisoners
- Res. (76) 10 Sur certaines mesures pénales de substitution
aux peines privatives de liberté
On certain alternative penal measures to imprisonment
- Res. (76) 38 Sur la recherche en matière d'abus des drogues
On research on drug abuse
- Res. (77) 27 Sur le dédommagement des victimes d'actes criminels
On the compensation of victims of crime
- Res. (77) 28 Sur la contribution du droit pénal à la protection
de l'environnement
On the contribution of criminal law to the protection
of the environment
- Res. (77) 29 Sur le délit de fuite
On hit-and-run offences

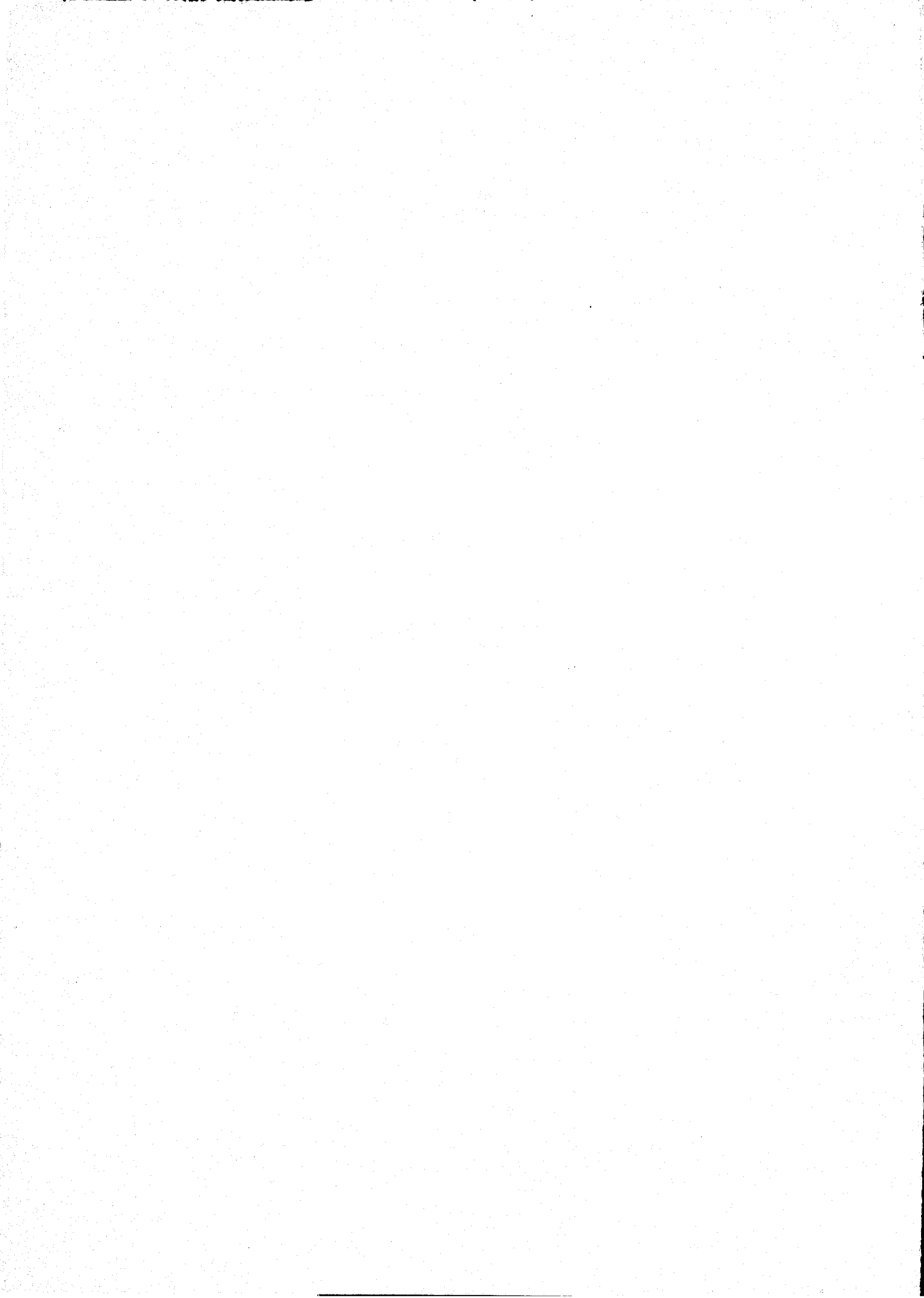
INTRODUCTION

Depuis 1962, le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe a adopté plus d'une vingtaine de Résolutions relatives aux problèmes criminels.

Les deux premiers volumes de ces Résolutions couvrent les années 1962-1970 et 1970-1973. Le présent volume contient les Résolutions adoptées de 1974 à 1977. Ces Résolutions illustrent les efforts consacrés par le Comité Européen des Problèmes Criminels au développement du droit pénal moderne, à la science pénitentiaire et à la recherche criminologique. Ainsi, avec les conventions européennes dans le domaine des problèmes criminels ces Résolutions contribuent efficacement à la mission du Conseil de l'Europe qui est de réaliser une union plus étroite entre ses Membres.

Since 1962, the Committee of Ministers of the Council of Europe has adopted more than twenty Resolutions concerning crime problems.

The first two volumes cover the years 1962-1970 and 1970-1973. The present volume contains the Resolutions adopted from 1974 to 1977. These Resolutions illustrate the efforts devoted by the European Committee on Crime Problems to the development of modern criminal law, penitentiary science and criminological research. Thus, in addition to the European Conventions in the field of crime problems, these Resolutions contribute efficaciously to the task of the Council of Europe which is to achieve a greater unity between its Members.



CONSEIL DE L'EUROPE

COMITÉ DES MINISTRES

RESOLUTION (74) 3

SUR LE TERRORISME INTERNATIONAL

*(adoptée par le Comité des Ministres le 24 janvier 1974,
lors de sa 53^e Session*

Le Comité des Ministres,

Considérant les recommandations de l'Assemblée Consultative relatives au terrorisme international et notamment la Recommandation 703 (1973) ;

Conscient de l'inquiétude croissante causée par la multiplication des actes de terrorisme international qui compromettent la sécurité des personnes ;

Souhaitant que des mesures efficaces soient prises pour que les auteurs de tels actes n'échappent pas à toute répression ;

Convaincu que l'extradition est un moyen particulièrement efficace de parvenir à ce résultat et que le mobile politique allégué par les auteurs de certains actes de terrorisme ne doit pas avoir pour résultat que ceux-ci ne soient ni extradés, ni punis,

Recommande aux gouvernements des Etats membres de s'inspirer des principes suivants :

1. Lorsqu'ils sont saisis d'une demande d'extradition concernant des infractions visées par les Conventions de La Haye pour la répression de la capture illicite d'aéronefs et de Montréal pour la répression d'actes illicites dirigés contre la sécurité de l'aviation civile, des infractions dirigées contre les agents diplomatiques et autres personnes ayant droit à une protection internationale, des prises d'otages, ou tout autre acte terroriste, ils devraient prendre en considération, lors de l'application des accords ou conventions internationaux en la matière, et spécialement de la Convention européenne d'extradition, ou lors de l'application de leur droit national, le caractère de particulière gravité de ces actes, entre autres :

- lorsque ceux-ci créent un danger collectif pour la vie, la liberté ou la sécurité humaine ;

- lorsqu'ils atteignent des personnes innocentes étrangères aux mobiles qui les ont inspirés ;

- lorsque des moyens cruels ou perfides sont utilisés pour leur réalisation.

2. S'il refuse l'extradition dans un cas ayant le caractère ci-dessus mentionné, et si ses règles de compétence juridictionnelle le permettent, le gouvernement de l'Etat requis devrait soumettre l'affaire aux autorités compétentes pour l'exercice de l'action pénale. Ces autorités devraient prendre leur décision dans les mêmes conditions que pour toute infraction de droit commun de caractère grave conformément aux lois de cet Etat.

3. Les gouvernements des Etats membres où une telle compétence juridictionnelle fait défaut devraient envisager la possibilité de l'instituer.

COUNCIL OF EUROPE

COMMITTEE OF MINISTERS

RESOLUTION (74) 3

ON INTERNATIONAL TERRORISM

*(Adopted by the Committee of Ministers on 24 January 1974
at its 53rd Session)*

The Committee of Ministers,

Considering the recommendations of the Consultative Assembly on international terrorism and in particular Recommendation 703 (1973) ;

Aware of the growing concern caused by the multiplication of acts of international terrorism which jeopardise the safety of persons ;

Desirous that effective measures be taken in order that the authors of such acts do not escape punishment ;

Convinced that extradition is a particularly effective measure for achieving this result and that the political motive alleged by the authors of certain acts of terrorism should not have as a result that they are neither extradited nor punished,

Recommends that governments of member states be guided by the following principles :

1. When they receive a request for extradition concerning offences covered by the Conventions of The Hague for the suppression of unlawful seizure of aircraft and of Montreal for the suppression of unlawful acts against the safety of civil aviation, offences against diplomatic agents and other internationally protected persons, the taking of hostages or any terrorist act, they should, when applying international agreements or conventions on the subject, and especially the European Convention on Extradition, or when applying their domestic law, take into consideration the particularly serious nature of these acts, inter alia :

- when they create a collective danger to human life, liberty or safety ;
- when they affect innocent persons foreign to the motives behind them ;

- when cruel or vicious means are used in the commission of those acts.

2. If it refuses extradition in a case of the kind mentioned above and if its jurisdiction rules permit, the government of the requested state should submit the case to its competent authorities for the purpose of prosecution. Those authorities should take their decision in the same manner as in the case of any ordinary offence of a serious nature under the law of that state.

3. The governments of member states in which such jurisdiction is lacking should envisage the possibility of establishing it.

CONSEIL DE L'EUROPE

COMITÉ DES MINISTRES

RESOLUTION (75) 3

RELATIVE AUX ASPECTS LEGAUX ET ADMINISTRATIFS DE LA CRIMINALITE PARMIS LES TRAVAILLEURS MIGRANTS

*(adoptée par le Comité des Ministres le 21 janvier 1975,
lors de la 241^e réunion des Délégués des Ministres)*

Le Comité des Ministres,

Constatant qu'en Europe un nombre important et probablement croissant de personnes quittent leur pays pour se procurer du travail dans un autre pays;

Considérant qu'il est de l'intérêt de l'unité européenne d'instituer, dans la mesure où le marché du travail le permet, une collaboration pour accueillir les travailleurs étrangers et les adapter pleinement et de façon effective dans les sociétés nationales;

Définissant, aux fins de la présente résolution, le "travailleur migrant" comme un étranger qui occupe un emploi salarié sur le territoire d'un Etat membre, ainsi que les membres de sa famille;

Considérant les différences d'organisation sociale et juridique entre les Etats membres et, par la suite, les difficultés que peut présenter l'adaptation des travailleurs migrants aux conditions du pays d'accueil et qui sont susceptibles de contribuer à leur criminalité;

Considérant l'opportunité de toute mesure visant à aider les travailleurs migrants à s'adapter aux conditions de vie du pays d'accueil;

Ayant constaté que les conventions européennes en matière de droit pénal proposent une large gamme de solutions variées pour le traitement - selon l'esprit des paragraphes ci-dessus - des travailleurs migrants interrogés, inculpés, poursuivis ou condamnés pour infractions;

Ayant présent à l'esprit les principes régissant le Statut du Conseil de l'Europe dans le domaine des droits de l'homme et des libertés fondamentales,

1. Recommande aux gouvernements des Etats membres de faire en sorte que le travailleur migrant, prévenu ou condamné, ne se trouve pas dans le système pénal dans une position inférieure à celle d'un autre prévenu ou condamné. A cette fin, il y a lieu de tenir compte de sa situation particulière en tant que travailleur migrant. Dans cet esprit, il conviendrait :

a. d'éviter l'application de la détention préventive à un travailleur migrant accusé d'une infraction sur la base de la seule présomption qu'il ne se présentera pas au procès et sans examen attentif de sa situation particulière de travailleur migrant;

b. d'assurer l'assistance gratuite d'un interprète lorsque des procédures sont ouvertes contre un travailleur migrant à la suite d'une infraction et que ce travailleur migrant ne possède pas la langue de la procédure;

c. de faire en sorte que, dans l'application des sanctions, des chances égales soient offertes aux nationaux et aux travailleurs migrants, en particulier quant à l'octroi du sursis, de la libération conditionnelle et des mesures similaires;

d. de veiller, dans la mesure du possible, à ce que des critères identiques soient employés lors du placement des nationaux et des travailleurs migrants dans les divers types de prison;

e. de combattre les sentiments d'isolement chez les travailleurs migrants détenus, notamment en les plaçant dans des établissements où le personnel parle leur propre langue et où, le cas échéant, sont déjà accueillis certains de leurs compatriotes, en fournissant ou en autorisant des livres et des journaux écrits dans leur propre langue, ou par toute autre mesure appropriée;

f. d'éviter, dans la mesure du possible, le retard prolongé de la correspondance des travailleurs migrants détenus, dans les pays où une censure existe, en établissant des procédures rapides de censure des lettres en langues étrangères;

g. de prendre en considération, dans la mesure du possible, les coutumes religieuses ou les convictions philosophiques des travailleurs migrants, dans le cas notamment où elles impliquent des régimes alimentaires spéciaux;

h. d'assurer aux travailleurs migrants arrêtés le droit de jouir, dès le moment de leur arrestation, de l'assistance et de l'aide de leurs autorités consulaires conformément aux principes du droit international général et aux conventions en vigueur à leur égard;

2. Recommande aux gouvernements des Etats membres de développer à l'égard des travailleurs migrants, accusés d'infractions mineures à la législation relative aux droits de séjour et au travail, une politique flexible évitant de les stigmatiser en tant que criminels;

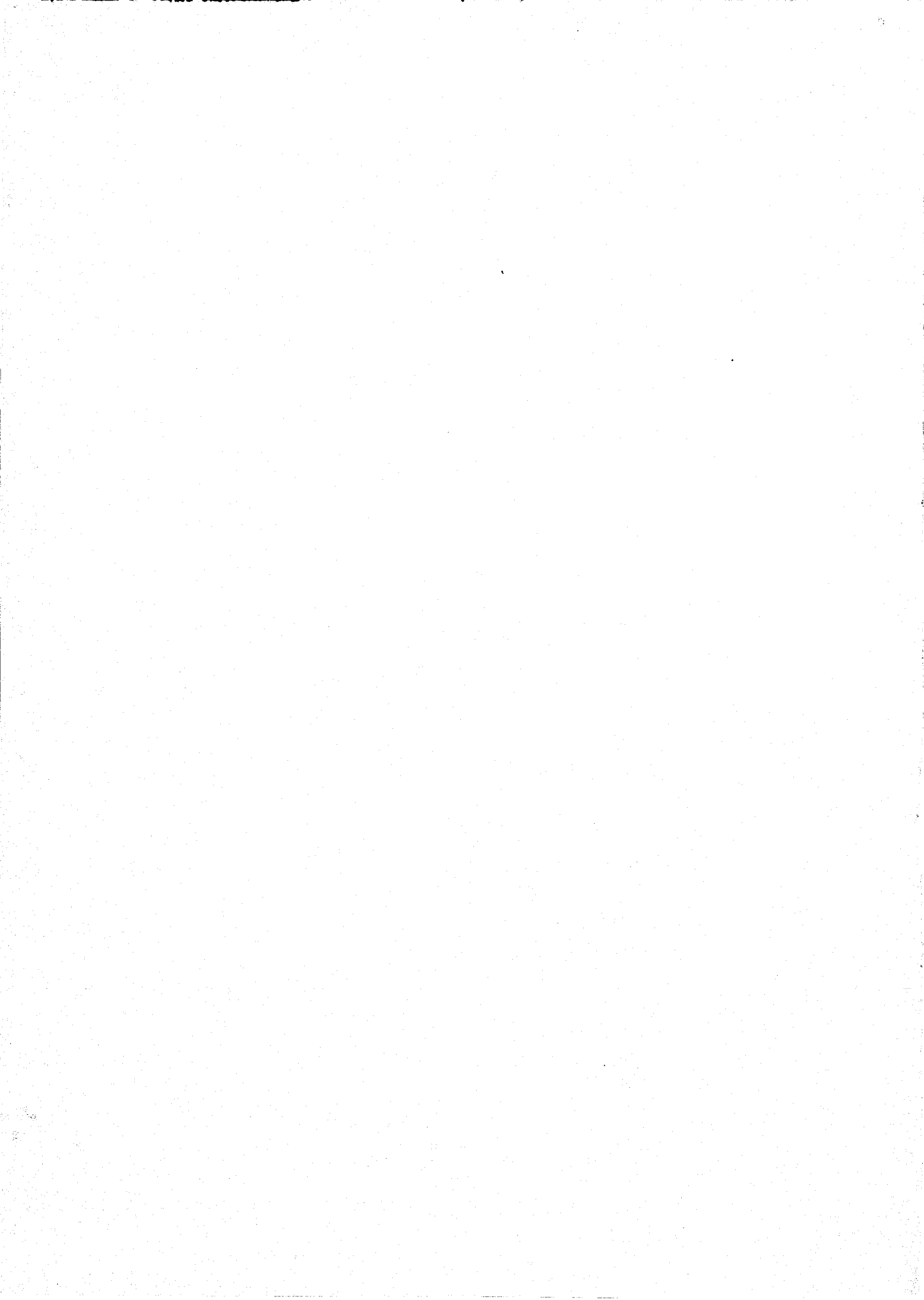
3. Recommande aux gouvernements des Etats membres :

- de promouvoir la recherche relative à la criminalité chez les travailleurs migrants, d'après les lignes indiquées dans le rapport ci-annexé, en vue du rassemblement des données nécessaires pour l'établissement d'une politique criminelle efficace dans ce domaine; cette recherche devrait faire partie d'une recherche d'étendue plus générale sur les relations sociales et les conditions des travailleurs migrants, sans être limitée à leur criminalité, ou se référer, en même temps, à la criminalité de la communauté d'accueil ou de certains de ses éléments;

- de faciliter la tâche des chercheurs menant des recherches sur la criminalité chez les travailleurs migrants, au niveau national ou international, en leur fournissant les informations nécessaires dans les limites et les conditions prévues par leur législation;

4. Recommande aux gouvernements des Etats membres de prendre en considération, lors de leur révision des statistiques criminelles, les critères formulés dans le rapport ci-annexé pour le rassemblement uniforme des données relatives à la criminalité chez les travailleurs migrants;

5. Invite les gouvernements des Etats membres à envoyer tous les trois ans au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe un rapport faisant connaître les suites données par eux aux présentes recommandations.



COUNCIL OF EUROPE

COMMITTEE OF MINISTERS

RESOLUTION (75) 3

ON THE LEGAL AND ADMINISTRATIVE ASPECTS OF CRIMINALITY AMONG MIGRANT WORKERS

*(Adopted by the Committee of Ministers on 21 January 1975
at the 241st meeting of the Ministers' Deputies)*

The Committee of Ministers,

Noting that in Europe a large, and probably increasing, number of persons move from their own country to find work in another;

Considering that it is in the interest of European unification to secure, so far as the labour market allows, collaboration in the acceptance of foreign workers and their full and effective adaptation into national societies;

Defining the term "migrant worker", for the purpose of this resolution, as an alien who has taken up paid employment on the territory of a member state, as well as the members of his family;

Considering the differences of social and legal organisation between member states and hence the difficulties which can occur in the adaptation of migrant workers to the circumstances of the receiving country, which can contribute to their criminality;

Considering the desirability of all appropriate measures to help migrant workers adapt to the living conditions of the receiving country;

Having regard to the fact that the European conventions in the field of criminal law offer wide and varied possibilities for dealing in the spirit of the foregoing paragraphs with migrant workers questioned, charged, prosecuted or under sentence for offences;

Having regard to the principles governing the Statute of the Council of Europe in the field of human rights and fundamental freedoms,

1. Recommends the governments of member states to ensure that in the framework of the penal system any migrant worker prosecuted or under sentence is not in an inferior position as compared with another individual prosecuted or under sentence. To this end, his particular position as a migrant worker should be taken into account. Hence it would be advisable to :

a. avoid remand in custody of a migrant worker accused of an offence solely on the presumption of the likelihood of his failing to stand trial and without careful consideration of his special position as a migrant worker;

b. provide the free assistance of an interpreter where proceedings are taken against a migrant worker in respect of an offence and he does not understand the language of the proceedings;

c. provide that, in the application of sanctions, the same opportunities which are offered to nationals are given to migrant workers, especially in the granting of suspended sentence, parole, and similar measures;

d. ensure, wherever possible, that the same criteria are applied to nationals and migrant workers for the purpose of their placement in the various types of prison;

e. combat feelings of isolation in imprisoned migrant workers, e.g. by placing them in establishments where the staff speaks their own language and where there are already some of their compatriots, by providing or permitting books and newspapers in their own language or by any other appropriate means;

f. avoid as far as practicable undue delay in the correspondence of imprisoned migrant workers by applying, where censorship exists, rapid procedures for censoring letters in foreign languages;

g. pay due attention, as far as possible, to the religious customs or philosophical beliefs of migrant workers, in particular where they call for special diets;

h. affirm the right of any migrant worker who is arrested to enjoy the help and assistance of his consular authorities from the moment of such arrest, in accordance with the principles of general international law and with the conventions in force in each state concerned;

2. Recommends the governments of member states to develop, in connection with migrant workers charged with minor infringements of the rules relating to the right to stay and to work, a flexible policy, avoiding their stigmatisation as criminals;

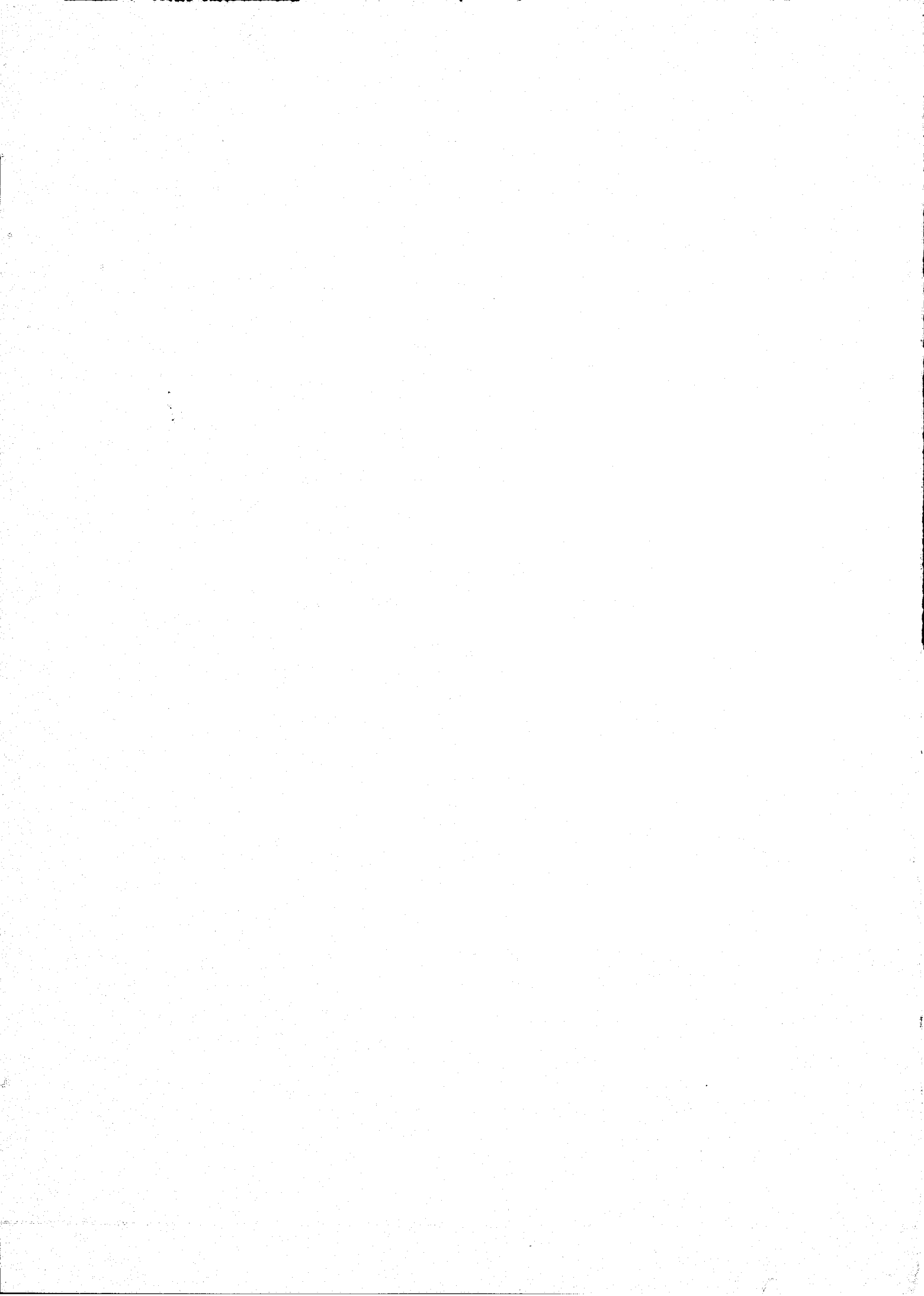
3. Recommends the governments of member states :

- to promote research relating to criminality among migrant workers along the lines indicated in the report appended hereto in order to obtain the necessary data for the establishment of an effective criminal policy in this field; this research should either form part of more general research into the social relationships and conditions of the migrant workers, not being confined to their criminality, or refer at the same time to criminality in the host community or sections of it;

- to facilitate the task of research workers carrying out research on criminality among migrant workers, at the national or international level, by supplying them with the necessary information, within the limits and the conditions provided by their legislation;

4. Recommends the governments of member states to take into consideration when revising their criminal statistics, the criteria formulated in the annexed report for uniform collection of data relating to the criminality among migrant workers;

5. Invites the governments of member states to send every three years to the Secretary General of the Council of Europe a report on the follow-up to the present recommendations.



CONSEIL DE L'EUROPE

COMITÉ DES MINISTRES

RÉSOLUTION (75) 11

SUR LES CRITÈRES À SUIVRE DANS LA PROCÉDURE DE JUGEMENT EN L'ABSENCE DU PRÉVENU

*(adoptée par le Comité des Ministres le 21 mai 1975,
lors de la 245^e réunion des Délégués des Ministres)¹*

Le Comité des Ministres,

1. Rappelant que le Conseil de l'Europe a pour but de réaliser une union plus étroite entre ses membres ;
 2. Considérant que la présence du prévenu à l'audience revêt une importance capitale tant en raison du droit de celui-ci d'être entendu que de la nécessité d'établir les faits et, le cas échéant, de fixer la sanction appropriée ; qu'il n'y a lieu d'admettre des dérogations que dans des cas limités ;
 3. Considérant qu'il convient de trouver les moyens d'assurer au prévenu le droit d'être entendu, consacré par la Convention européenne de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales, signée à Rome le 4 novembre 1950, et le droit d'être présent au procès, reconnu par le Pacte international relatif aux droits civils et politiques, signé à New York le 19 décembre 1966 ;
 4. Considérant qu'il ne faudrait pas pour autant exclure la possibilité de recourir, pour certaines infractions mineures, à une procédure simplifiée ;
 5. Considérant que les systèmes adoptés par plusieurs Etats membres pour éviter la procédure de jugement en l'absence du prévenu et ses conséquences n'apparaissent pas toujours efficaces, notamment à l'égard des prévenus se trouvant à l'étranger ;
 6. Considérant que, lors de l'élaboration de la Convention européenne sur la valeur internationale des jugements répressifs, la question des jugements rendus par défaut a soulevé des difficultés, de sorte qu'il a fallu concéder aux Etats contractants le droit de formuler des réserves quant à l'exécution de ces jugements ;
 7. Estimant que de telles réserves pourraient être évitées dans la mesure où les systèmes de procédure de jugement contre les prévenus absents actuellement en vigueur répondraient aux exigences d'une saine administration de la justice ;
 8. Convaincu que la mobilité croissante de la population a pour effet de multiplier les jugements par défaut dans les Etats qui connaissent une telle procédure,
- I. Recommande aux gouvernements des Etats membres d'observer les règles minimales suivantes :
1. Nul ne peut être mis en jugement s'il n'a été au préalable atteint effectivement par une

1. Lors de l'adoption de la résolution, les Délégués de la Suède et du Royaume-Uni réservent le droit de leur Gouvernement de se conformer ou non au point 6 du dispositif de la résolution, conformément aux dispositions de l'article 10, paragraphe 2.c, du Règlement intérieur des réunions des Délégués des Ministres.

citation remise en temps utile pour lui permettre de comparaître et de préparer sa défense, sauf s'il est établi qu'il s'est soustrait volontairement à la justice.

2. La citation doit préciser les conséquences d'une absence éventuelle du prévenu à la procédure de jugement.

3. Lorsque le juge constate que le prévenu, qui ne comparaît pas à l'audience, a été atteint par la citation, il ordonne le renvoi s'il estime que la comparution personnelle du prévenu est indispensable ou qu'il a des raisons de croire que le prévenu a été empêché de comparaître.

4. Il n'y a pas lieu de juger le prévenu en son absence s'il est possible et opportun de transmettre la procédure à un autre Etat ou de présenter une demande d'extradition.

5. Lorsque le prévenu est jugé en son absence, il est procédé à l'administration des preuves dans les formes usuelles, et la défense a le droit d'intervenir.

6. Le jugement rendu en l'absence du prévenu doit lui être signifié selon les règles relatives à la citation et les délais de recours ne doivent courir qu'à partir du moment où le condamné a eu connaissance effective du jugement signifié, sauf s'il est établi qu'il s'est soustrait volontairement à la justice.

7. Toute personne jugée en son absence doit pouvoir attaquer le jugement par toutes les voies de recours qui seraient ouvertes si elle avait été présente.

8. La personne jugée en son absence, alors qu'elle n'a pas été citée régulièrement, doit disposer d'une voie de recours pour faire constater la nullité du jugement.

9. La personne jugée en son absence, mais régulièrement citée, a droit à être jugée à nouveau, en la forme ordinaire, si elle établit que son absence et que le fait qu'elle n'ait pu en prévenir le juge sont dus à une cause indépendante de sa volonté.

II. Invite les gouvernements des Etats membres à envoyer tous les cinq ans au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe un rapport faisant connaître les suites données par eux aux recommandations formulées dans la présente résolution.

COUNCIL OF EUROPE

COMMITTEE OF MINISTERS

RESOLUTION (75) 11

ON THE CRITERIA GOVERNING PROCEEDINGS HELD IN THE ABSENCE OF THE ACCUSED

(Adopted by the Committee of Ministers on 21 May 1975
at the 245th meeting of the Ministers' Deputies)¹

The Committee of Ministers,

1. Recalling that one of the aims of the Council of Europe is to achieve greater unity among its Members ;
2. Whereas the presence of the accused at his trial is of vital importance, from the point of view both of his right to be heard and of the need to establish the facts and, if need be, pass the appropriate sentence ; and whereas exemptions should be granted only in exceptional cases ;
3. Whereas ways and means should be found of securing the accused's right to a hearing as laid down in the European Convention for the Protection of Human Rights and Fundamental Freedoms signed in Rome on 4 November 1950, and his right to be present at his trial as recognised in the International Covenant on Civil and Political Rights signed in New York on 19 December 1966 ;
4. Whereas the possibility of simplified proceedings without a hearing for certain minor offences should nevertheless not be excluded ;
5. Whereas the systems adopted by several member states to avoid judgements in the absence of the accused and their consequences do not always appear to be effective when, for example, the accused is resident abroad ;
6. Whereas, during the preparation of the European Convention on the International Validity of Criminal Judgments, the question of judgements *in absentia* raised difficulties and it proved necessary to grant Contracting States the right to formulate reservations with regard to the enforcement of such judgements ;
7. Believing that such reservations could be avoided if the procedures for trial in the absence of the accused as currently applied satisfied the requirements of the proper administration of justice ;
8. Convinced that the growing mobility of the population has the effect of increasing the number of judgements rendered in the absence of the accused in those states where this procedure is used,
 - I. Recommends that the governments of the member states apply the following minimum rules :
 1. No one may be tried without having first been effectively served with a summons in time

1. When the resolution was adopted, the Representatives of Sweden and the United Kingdom reserved the right of their governments to comply or not with point 6 of its operative part, in accordance with Article 10, paragraph 2.c of the Rules of Procedure for meetings of the Ministers' Deputies.

to enable him to appear and to prepare his defence, unless it is established that he has deliberately sought to evade justice.

2. The summons must state the consequences of any failure by the accused to appear at the trial.

3. Where the court finds that an accused person who fails to appear at the trial has been served (*atteint*) with a summons, it must order an adjournment if it considers personal appearance of the accused to be indispensable or if there is reason to believe that he has been prevented from appearing.

4. The accused must not be tried in his absence, if it is possible and desirable to transfer the proceedings to another state or to apply for extradition.

5. Where the accused is tried in his absence, evidence must be taken in the usual manner and the defence must have the right to intervene.

6. A judgement passed in the absence of the accused must be notified to him according to the rules governing the service of the summons to appear and the time-limit for lodging an appeal must not begin to run until the convicted person has had effective knowledge of the judgement so notified, unless it is established that he has deliberately sought to evade justice.

7. Any person tried in his absence must be able to appeal against the judgement by whatever means of recourse would have been open to him, had he been present.

8. A person tried in his absence on whom a summons has not been served in due and proper form shall have a remedy enabling him to have the judgement annulled.

9. A person tried in his absence, but on whom a summons has been properly served is entitled to a retrial, in the ordinary way, if that person can prove that his absence and the fact that he could not inform the judge thereof were due to reasons beyond his control.

II. Invites the governments of member states to report to the Secretary General of the Council of Europe every five years on the action taken by them in pursuance of the recommendations contained in this resolution.

CONSEIL DE L'EUROPE

COMITÉ DES MINISTRES

RÉSOLUTION (75) 12

RELATIVE À L'APPLICATION PRATIQUE DE LA CONVENTION EUROPÉENNE D'EXTRADITION

(adoptée par le Comité des Ministres le 21 mai 1975,
lors de la 245^e réunion des Délégués des Ministres)

Le Comité des Ministres,

Désireux de faciliter le fonctionnement du système d'extradition prévu par la Convention européenne d'extradition ouverte à la signature à Paris le 13 décembre 1957,

I. Recommande aux gouvernements des Etats membres Parties Contractantes à la convention, en ce qui concerne :

L'article 1

Que, dans le cas d'un mineur âgé de moins de 18 ans au moment de la demande d'extradition et ayant sa résidence habituelle dans l'Etat requis, les autorités compétentes de l'Etat requérant et de l'Etat requis prennent en considération l'intérêt du mineur et, si elles estiment que l'extradition est de nature à entraver son reclassement social, s'efforcent de rechercher un accord sur les mesures les plus appropriées ;

L'article 7

Que la faculté accordée à l'Etat requis par le paragraphe 1 de l'article 7 de la convention de refuser l'extradition pour une infraction commise en tout ou en partie sur son territoire ou en un lieu assimilé à son territoire ne soit pas utilisée dans les cas où les poursuites et le jugement sur le territoire de l'Etat requérant sont justifiés soit par la recherche de la vérité, soit par la possibilité d'appliquer une sanction appropriée ou d'assurer le reclassement social de l'intéressé ;

L'article 9

Que, dans le cas de nouvelles poursuites engagées par l'Etat requérant contre l'individu à l'égard duquel l'Etat requis avait mis fin aux poursuites exercées à raison de l'infraction donnant lieu à extradition, toute période de détention préventive subie dans l'Etat requis soit prise en considération lors de l'exécution de la peine privative de liberté ou de la mesure de sûreté à subir éventuellement dans l'Etat requérant ;

L'article 10

Que, pour apprécier si la prescription de l'action ou de la peine est acquise d'après la législation de l'Etat requis, les autorités compétentes de cet Etat prennent en considération les actes interruptifs et les faits suspensifs de prescription qui sont intervenus dans l'Etat requérant, dans la mesure où les actes et faits de même nature produisent des effets identiques dans l'Etat requis ;

Les articles 16 et 18

Que la période de détention subie par un individu sur le territoire de l'Etat requis ou d'un Etat de transit, exclusivement aux fins d'extradition, soit prise en considération lors de l'exécution de la peine privative de liberté ou de la mesure de sûreté qu'il aura éventuellement à subir à raison de l'infraction donnant lieu à extradition ;

L'article 20

Qu'en appliquant les dispositions du paragraphe 3 de l'article 20 de la convention, les Parties Contractantes prennent en considération l'intérêt de la victime de l'infraction à obtenir la restitution rapide des objets saisis ;

Qu'en outre, l'Etat requis ne fasse pas valoir de droit de gage douanier ni d'autres garanties réelles découlant de sa législation douanière ou fiscale lorsqu'il livre des objets en renonçant à ce qu'ils lui soient rendus, à moins que le propriétaire de ces objets, lésé par l'infraction, soit lui-même redevable des droits éludés ;

L'article 22

Que les Parties Contractantes, tout en organisant une procédure d'extradition rapide, assurent à la personne dont l'extradition est demandée le droit d'être entendue par une autorité judiciaire et d'avoir recours à un avocat de son choix et soumettent à l'appréciation d'une autorité judiciaire le contrôle de sa détention à titre extraditionnel et des conditions de l'extradition ;

II. Charge le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe de porter le contenu de la présente résolution à la connaissance des gouvernements des Etats contractants qui ne sont pas membres du Conseil de l'Europe ;

III. Invite les gouvernements des Etats contractants à faire connaître tous les quatre ans au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe les mesures prises pour donner effet aux recommandations ci-dessus.

COUNCIL OF EUROPE

COMMITTEE OF MINISTERS

RESOLUTION (75) 12

ON THE PRACTICAL APPLICATION OF THE EUROPEAN CONVENTION ON EXTRADITION

*(Adopted by the Committee of Ministers on 21 May 1975
at the 245th meeting of the Ministers' Deputies)*

The Committee of Ministers,

Desirous of facilitating the functioning of the system of extradition provided for in the European Convention on Extradition opened for signature in Paris on 13 December 1957,

I. Recommends to the governments of member states Contracting Parties to the convention, as regards :

Article 1

That, in the case of a minor aged under 18 at the time of the request for extradition and ordinarily resident in the requested state, the competent authorities of the requesting and the requested states shall take into consideration the interests of the minor and, where they think that extradition is likely to impair his social rehabilitation, shall endeavour to reach an agreement on the most appropriate measures ;

Article 7

That the possibility granted to a requested state by Article 7, paragraph 1, of the convention of refusing extradition for an offence committed in whole or in part in its territory or in a place treated as its territory should not be invoked in the case where proceedings and judgement in the territory of the requesting state are warranted in order to arrive at the truth or by the possibility of applying an appropriate sanction or of effecting the social rehabilitation of the person concerned ;

Article 9

That, if new proceedings are instituted by the requesting state against the individual in respect of whom the requested state had terminated proceedings for the offence for which he was extradited, any period passed in remand in custody in the requested state shall be taken into consideration when deciding the penalty involving deprivation of liberty or detention which he has to serve in the requesting state ;

Article 10

That, when determining whether, according to the law of the requested state, the person claimed has become immune by reason of lapse of time from prosecution or punishment, the competent authorities of the said state shall take into consideration any acts of interruption and any events suspending time-limitation occurring in the requesting state in so far as acts or events of the same nature have an identical effect in the requested state ;

Articles 16 and 18

That the time spent in detention by an individual solely for the purpose of extradition in the territory of the requested state or of a state of transit shall be taken into consideration when deciding the penalty involving deprivation of liberty or detention which he has to serve for the offence for which he was extradited ;

Article 20

That, in applying the provisions of Article 20, paragraph 3, of the convention, Contracting Parties shall take into consideration the interest of the victim of the offence in a speedy return of the property seized ;

That, furthermore, the requested state, when handing over property without demanding that it be sent back, shall not enforce any demand for customs duty or any other claim under its customs or fiscal legislation unless the owner of the property who was the victim of the offence is himself liable for the payment ;

Article 22

That the Contracting Parties, whilst providing for a speedy extradition procedure, shall ensure that the person whose extradition has been requested has the right to be heard by a judicial authority and to be assisted by the lawyer of his own choosing and shall submit to a judicial authority the control of his custody for the purpose of extradition as well as the conditions of his extradition ;

II. Instructs the Secretary General of the Council of Europe to transmit this resolution to the governments of those Contracting States which are not member states of the Council of Europe ;

III. Invites the governments of Contracting States to inform the Secretary General of the Council of Europe every four years of steps taken to give effect to the above recommendations.

CONSEIL DE L'EUROPE

COMITÉ DES MINISTRES

RÉSOLUTION (75) 24

SUR LA RÉPRESSION DE L'HOMICIDE ET DES LÉSIONS PAR IMPRUDENCE COMMIS EN MATIÈRE DE CIRCULATION ROUTIÈRE ¹

*(adoptée par le Comité des Ministres le 18 septembre 1975,
lors de la 248^e réunion des Délégués des Ministres)*

Le Comité des Ministres,

Conscient que des différences sensibles, génératrices d'inégalités, existent entre les législations et les pratiques nationales dans la répression de l'homicide et lésions par imprudence commis en matière de circulation routière ;

Estimant que, pour ces infractions, les intérêts de la justice et de la sécurité routière ne sont pas forcément servis par l'engagement, sans distinction, de poursuites ou par l'infliction d'une peine ;

Persuadé que les poursuites pénales ne sont efficaces que si elles peuvent contribuer à la prévention des comportements dangereux des usagers de la route ;

Considérant qu'à cet égard un système répressif exclusivement fondé sur les conséquences dommageables de l'accident ne permet pas d'assurer une action répressive et préventive adéquate ;

Considérant qu'il est notamment nécessaire que les sanctions encourues soient proportionnées au degré de gravité de la faute commise,

I. Recommande aux gouvernements des Etats membres de s'inspirer, dans leurs législations et pratiques internes, des principes suivants :

1. Des poursuites pénales ne devraient pas être entamées et, le cas échéant, des peines ne devraient pas être prononcées du chef d'homicide ou de lésions involontaires à raison d'une faute légère de circulation, c'est-à-dire une faute de conduite n'impliquant pas chez son auteur la conscience du danger auquel il s'est exposé ou a exposé autrui ;

2. Il devrait en être de même, sous réserve du caractère inexcusable de la faute commise, à l'égard de l'auteur de l'homicide et des lésions involontaires, atteint en sa personne ou dans celle de ses proches d'une façon telle qu'une peine apparaîtrait inutile, voire inhumaine ;

3. L'application des recommandations ci-dessus ne devrait en aucune manière préjudicier au droit des victimes à réparation ;

II. Invite les gouvernements des Etats membres à informer tous les cinq ans le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe des suites données à la présente résolution.

1. Lors de son adoption, se référant à l'article 10.2.c du Règlement intérieur des réunions des Délégués des Ministres,
— le Délégué de la *Belgique* réserve le droit de son Gouvernement de ne pas se conformer au texte de cette résolution ;

— le Délégué de l'*Italie* approuve l'adoption du texte de la résolution tout en réservant le droit de son Gouvernement de ne pas se conformer dans la mesure où la résolution serait incompatible avec les principes applicables en droit interne en matière d'institution des procédures pénales.

COUNCIL OF EUROPE

COMMITTEE OF MINISTERS

RESOLUTION (75) 24

ON THE PUNISHMENT OF MANSLAUGHTER AND ACCIDENTAL INJURY ON THE ROAD¹

*(Adopted by the Committee of Ministers on 18 September 1975
at the 248th meeting of the Ministers' Deputies)*

The Committee of Ministers,

Aware that considerable differences leading to undesirable inequalities exist in national legislations and practice in the field of punishment of manslaughter and accidental bodily injury caused in road traffic ;

Considering that in respect of these offences the interests of justice and road safety may not necessarily be served by the indiscriminate institution of criminal proceedings or by the imposition of sanctions ;

Convinced that criminal proceedings are effective only if they contribute to the prevention of dangerous behaviour on the part of road users ;

Considering that in this respect a system of punishment based exclusively on the damage resulting from the accident does not permit appropriate punishment and prevention ;

Considering that it is in particular necessary for the potential sanctions to be proportionate to the degree of gravity of the fault committed,

I. Recommends that governments of member states be guided in their internal legislation and practice by the following principles :

1. Criminal proceedings should not be instituted or, if appropriate, sanctions shall not be imposed for manslaughter or accidental bodily injury resulting from a minor traffic offence, that is to say, a driving offence that was not such that its author must have been aware of the danger to which he exposed himself or others ;

2. The same should apply, subject to the inexcusable character of the fault committed, in respect of a person who has caused manslaughter or accidental bodily injury if he himself or someone dear to him has been so badly injured that a sanction would be pointless, if not inhuman ;

3. Application of the above-mentioned recommendations should in no way prejudice the rights of the victims to obtain compensation ;

II. Invites the governments of member states to inform the Secretary General of the Council of Europe every five years of the steps they have taken to implement this resolution.

1. Under Article 10.2.c of the Rules of Procedure for meetings of the Ministers' Deputies, when it was adopted,
— the Representative of *Belgium* reserved his government's right not to comply with the text of this resolution ;
— the Representative of *Italy* approved the adoption of the text of the resolution, but reserved his government's right not to comply with it in so far as it proved to be incompatible with the principles applicable in domestic law regarding the institution of penal procedures.

CONSEIL DE L'EUROPE

COMITÉ DES MINISTRES

RÉSOLUTION (75) 25

SUR LE TRAVAIL PÉNITENTIAIRE

*(adoptée par le Comité des Ministres le 18 septembre 1975,
lors de la 248^e réunion des Délégués des Ministres)*

Le Comité des Ministres,

Conscient de la valeur du travail en tant qu'élément important et pertinent de formation et de réadaptation des détenus et en tant que moyen précieux de gestion opérationnelle des établissements pénitentiaires ;

Tenant compte des contraintes liées à la complexité des régimes pénitentiaires due aux facteurs humains et à l'organisation des institutions pénitentiaires ;

Estimant que les efforts doivent être poursuivis pour accroître le rôle du travail dans les régimes pénitentiaires,

I. Recommandé aux gouvernements des Etats membres :

1. d'accorder un statut défini et une priorité déterminée au travail pénitentiaire ;
2. de dégager les ressources nécessaires pour mettre en œuvre des programmes de travail conformes aux besoins des institutions ;
3. d'utiliser pleinement à cette fin des systèmes de gestion, des techniques et des méthodes de production adéquats et modernes ;
4. d'adapter les conditions de travail, ses modalités et sa rémunération dans la mesure du possible et compte tenu de la nature propre du travail pénitentiaire aux normes de l'extérieur ;
5. de tenir compte de l'importance du travail et de ses implications pour la gestion à tous les niveaux lors du recrutement et de la formation du personnel ;
6. de coordonner les systèmes de répartition de la main-d'œuvre avec les autres aspects de la gestion des régimes pénitentiaires ;

II. Invite les gouvernements des Etats membres à informer tous les cinq ans le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe des suites données à la présente résolution.

COUNCIL OF EUROPE

COMMITTEE OF MINISTERS

RESOLUTION (75) 25

ON PRISON LABOUR

*(Adopted by the Committee of Ministers on 18 September 1975
at the 248th meeting of the Ministers' Deputies)*

The Committee of Ministers,

Aware of the value of work as an important and relevant element in training and rehabilitation of prisoners and as an important part of operational management of penal institutions ;

Taking account of the constraints that arise from the complexity of prison regimes due to the human factors in, and the organisational structures of, penal institutions ;

Considering that continued emphasis should be placed on developing the role of work in penal regimes,

I. Recommends that the governments of the member states :

1. grant a defined status and a defined priority to prison labour ;

2. make suitable resources available for the support of work programmes according to institutional needs ;

3. fully utilise to this end adequate and modern management systems, techniques and production processes ;

4. adapt conditions of work, performance objectives and remuneration as far as practicable and taking account of the special nature of work in prison with outside standards ;

5. recognise the importance of work and its implications for management at all levels when staff are being selected and trained ;

6. co-ordinate the labour allocation system with the other aspects of the management of penal regimes ;

II. Invites the governments of member states to inform the Secretary General of the Council of Europe every five years of the steps they have taken to implement this resolution.

CONSEIL DE L'EUROPE

COMITÉ DES MINISTRES

RÉSOLUTION (76) 2

SUR LE TRAITEMENT DES DÉTENUS EN DÉTENTION DE LONGUE DURÉE¹

*(adoptée par le Comité des Ministres le 17 février 1976,
lors de la 254^e réunion des Délégués des Ministres)*

Le Comité des Ministres,

Considérant que les délinquants qui ont commis de graves infractions ou les récidivistes qui ont commis à plusieurs reprises de graves infractions sont actuellement condamnés à des peines privatives de liberté de longue durée (ci-après en abrégé « les longues peines ») ;

Considérant que l'exécution des longues peines peut avoir des effets néfastes sur le détenu et son entourage ;

Considérant que l'exécution des longues peines et une réadaptation appropriée des condamnés confrontent les établissements et leur personnel à une tâche difficile ;

Considérant que, accaparée par de nombreuses autres tâches, la société n'est pas toujours disposée à consacrer toute l'attention voulue et les moyens financiers nécessaires à l'exécution des longues peines ;

Tenant compte de la Résolution (73) 5 sur l'ensemble des règles minima pour le traitement des détenus,

I. Recommande aux gouvernements des Etats membres :

1. de poursuivre une politique criminelle selon laquelle de longues peines ne doivent être infligées que si elles sont nécessaires à la protection de la société ;

2. d'adopter les mesures législatives et administratives propres à favoriser un traitement adéquat pendant l'exécution de ces peines ;

3. de n'appliquer des mesures strictes de sécurité que là où se trouvent des condamnés vraiment dangereux ;

4. de prévoir en prison des possibilités de travail approprié et un système de rémunération adéquat ;

5. d'encourager toute instruction et formation professionnelle en prévoyant aussi pour ces activités un système de rémunération adéquat ;

6. d'encourager le sens de la responsabilité des détenus par l'introduction progressive dans tous les domaines appropriés de systèmes de participation ;

7. de renforcer les contacts des détenus avec le monde extérieur, notamment en encourageant le travail en dehors de l'établissement ;

1. Lors de l'adoption de cette résolution, le Délégué de la Grèce, se référant à l'article 10.2.c du Règlement intérieur des réunions des Délégués des Ministres, réserve le droit de son Gouvernement de se conformer ou non au texte de cette résolution.

8. d'accorder des congés non comme allègement de la détention mais comme partie intégrante du programme de traitement ;

9. de s'assurer que les cas de tous les détenus seront examinés aussitôt que possible pour voir si une libération conditionnelle peut leur être accordée ;

10. d'accorder au détenu la libération conditionnelle, sous réserve des exigences légales concernant les délais, dès le moment où un pronostic favorable peut être formulé, la seule considération de prévention générale ne pouvant justifier le refus de la libération conditionnelle ;

11. d'adapter aux peines de détention à vie les mêmes principes que ceux régissant les longues peines ;

12. de s'assurer que pour les peines de détention à vie l'examen prévu sous 9 ait lieu si un tel examen n'a pas déjà été effectué au plus tard après huit à quatorze ans de détention et soit répété périodiquement ;

13. d'améliorer la formation du personnel de tous rangs en tenant compte des problèmes particuliers se posant aux condamnés à de longues peines et de prévoir un personnel suffisant pour assurer une compréhension plus approfondie, des contacts personnels et une continuité dans le traitement ;

14. de promouvoir des recherches par des équipes multidisciplinaires, composées notamment de psychiatres et de psychologues, relatives aux répercussions des longues peines sur la personnalité du détenu en accordant une attention particulière aux effets des diverses conditions de détention ;

15. de prendre toutes dispositions pour faire mieux comprendre au public la situation particulière des détenus condamnés à de longues peines en créant ainsi un climat social qui favorise leur réadaptation ;

II. Invite les gouvernements des Etats membres à informer tous les cinq ans le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe des suites données à la présente résolution.

COUNCIL OF EUROPE

COMMITTEE OF MINISTERS

RESOLUTION (76) 2

ON THE TREATMENT OF LONG-TERM PRISONERS¹

*(Adopted by the Committee of Ministers on 17 February 1976
at the 254th meeting of the Ministers' Deputies)*

The Committee of Ministers,

Considering that offenders who have committed serious crimes or are recidivists who have repeatedly committed serious crimes are at present condemned to long-term sentences ;

Considering that the enforcement of long-term sentences may have adverse effects on the prisoner and his dependants ;

Considering that the enforcement of long-term sentences and the provision of appropriate rehabilitation is a difficult task for institutions and their staff ;

Considering that on account of numerous other tasks, society is not always ready to devote the necessary attention and financial resources to the enforcement of long-term sentences ;

Taking into account Resolution (73) 5 on the Standard Minimum Rules for the Treatment of Prisoners,

- I. Recommends that the governments of the member states :
 1. pursue a criminal policy under which long-term sentences are imposed only if they are necessary for the protection of society ;
 2. take the necessary legislative and administrative measures in order to promote appropriate treatment during the enforcement of such sentences ;
 3. apply stringent measures of security only in those places where genuinely dangerous prisoners are detained ;
 4. provide in prison opportunities for appropriate work and an adequate system of remuneration ;
 5. encourage all education and vocational training by providing an adequate system of remuneration for these activities also ;
 6. encourage a sense of responsibility in the prisoner by the progressive introduction of systems of participation in all appropriate areas ;
 7. reinforce the contacts of the prisoners with the outside world, particularly by encouraging work outside the institution ;

1. When it was adopted, the Representative of Greece, referring to Article 10.2.c of the Rules of Procedure for the meetings of the Ministers' Deputies, reserved his government's right to comply with the text of the resolution or not.

8. grant periods of leave from prison not as a relief from detention but as an integral part of the programme of treatment ;

9. ensure that the cases of all prisoners will be examined as early as possible to determine whether or not a conditional release can be granted ;

10. grant the prisoner conditional release, subject to the statutory requirements relating to time served, as soon as a favourable prognosis can be formulated ; considerations of general prevention alone should not justify refusal of conditional release ;

11. adapt to life sentences the same principles as apply to long-term sentences ;

12. ensure that a review, as referred to in 9, of the life sentence should take place, if not done before, after eight to fourteen years of detention and be repeated at regular intervals ;

13. improve the training of prison staff of all ranks with reference to the special problems of long-term prisoners and provide staff adequate to ensure deeper understanding, personal contacts and continuity in the treatment of prisoners ;

14. promote studies by multidisciplinary teams, comprising inter alia psychiatrists and psychologists, on the effects of long-term sentences on the prisoner's personality, having particular regard to the effects of diverse prison conditions ;

15. take all steps to ensure a better understanding by the general public of the special problems of long-term prisoners, thereby creating a social climate favourable to their rehabilitation ;

II. Invites the governments of member states to inform the Secretary General of the Council of Europe every five years of the steps they have taken to implement this resolution.

CONSEIL DE L'EUROPE

COMITÉ DES MINISTRES

RÉSOLUTION (76) 10

SUR CERTAINES MESURES PÉNALES DE SUBSTITUTION AUX PEINES PRIVATIVES DE LIBERTÉ

*(adoptée par le Comité des Ministres le 9 mars 1976,
lors de la 255^e réunion des Délégués des Ministres)*

Le Comité des Ministres,

Considérant l'intérêt des Etats membres du Conseil de l'Europe d'établir des principes communs de politique criminelle ;

Considérant la tendance constatée dans tous les Etats membres d'éviter, dans toute la mesure du possible, l'application des peines privatives de liberté, en raison de leurs multiples inconvénients et par respect pour les libertés individuelles et convaincu que cette politique pourrait être poursuivie sans mettre en danger la sécurité publique ;

Considérant, dès lors, qu'il est nécessaire non seulement de développer les mesures de substitution existant depuis longtemps (telles que le sursis et la probation) mais également de promouvoir de nouvelles mesures afin de permettre aux tribunaux de choisir parmi plusieurs formes de sanctions celle qui convient au cas individuel ;

Considérant que les mesures de substitution aux peines privatives de liberté peuvent servir le but de la réadaptation des délinquants tout en étant moins coûteuses que l'incarcération ;

Vu les expériences menées dans ce domaine dans plusieurs Etats membres,

Recommande aux gouvernements des Etats membres :

1. De revoir leur législation en vue d'éliminer les obstacles légaux à l'application des mesures de substitution aux peines privatives de liberté ;
2. De déployer tout effort pour le développement des mesures de substitution déjà existantes et notamment :
 - a. examiner les nouvelles modalités de la mesure de probation, y compris l'utilisation accrue de facilités d'hébergement pour les probationnaires, expérimentées dans quelques Etats membres, en vue de leur adoption éventuelle ;
 - b. s'assurer que les peines pécuniaires puissent être largement utilisées en tant que sanctions, qu'il y ait des méthodes permettant d'adapter ces peines aux moyens financiers du condamné et que les méthodes d'exécution soient susceptibles d'éviter, dans la mesure du possible, le recours à la contrainte par corps ;
 - c. examiner la possibilité de l'application des diverses interdictions (telles que le retrait du permis de conduire) ainsi que de la confiscation en tant que mesures indépendantes de substitution aux peines privatives de liberté ;

3. D'examiner diverses nouvelles mesures de substitution aux peines privatives de liberté, en vue de leur introduction éventuelle dans leurs législations respectives, et notamment :
- a. considérer la possibilité d'application de mesures pénales qui marquent la constatation de la culpabilité sans imposer une sanction substantielle au délinquant ;
 - b. considérer l'opportunité de l'*ajournement de la sentence*, après la constatation de la culpabilité, en vue de permettre le prononcé d'une sanction tenant compte de l'évolution du délinquant après son jugement ;
 - c. examiner les avantages du *travail au profit de la communauté* et plus particulièrement la possibilité accordée :
 - au délinquant de purger sa sanction en rendant service à la communauté,
 - à la communauté de contribuer activement à la resocialisation du délinquant en acceptant sa participation au travail bénévole ;
 - d. examiner la contribution des mesures de semi-détention en tant que moyens mitigeant le régime de l'incarcération totale et permettant au condamné de ne pas interrompre ou de reprendre ses liens avec l'ensemble social ;
4. De mettre à la disposition des services responsables de l'application des mesures de substitution les ressources nécessaires et d'assurer leur emploi le plus efficace possible ;
5. De développer des procédures afin d'associer le pouvoir judiciaire au processus continu d'élaboration des mesures de substitution aux peines privatives de liberté ;
6. De déployer des efforts pour l'information du public en ce qui concerne les avantages des mesures de substitution en vue d'assurer l'acceptation de ces mesures ;
7. De faire en sorte que la présente résolution, accompagnée du rapport explicatif, soit largement diffusée dans les services et organismes compétents ;

Invite les gouvernements à envoyer tous les cinq ans au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe un rapport faisant connaître les suites données par eux aux présentes recommandations.

COUNCIL OF EUROPE

COMMITTEE OF MINISTERS

RESOLUTION (76) 10

ON CERTAIN ALTERNATIVE PENAL MEASURES TO IMPRISONMENT

*(Adopted by the Committee of Ministers on 9 March 1976
at the 255th meeting of the Ministers' Deputies)*

The Committee of Ministers,

Considering that it is in the interest of member states of the Council of Europe to establish common principles of crime policy ;

Considering the tendency, which is observable in all member states, to avoid imposing prison sentences as far as possible on account of their many drawbacks as well as out of respect for individual liberty, and believing that this process could be taken further without endangering public safety ;

Considering consequently that it is necessary not only to develop alternative measures which have existed for a long time (such as suspended sentences and probation) but also to encourage new measures so as to make it possible for courts to choose from amongst several forms of sanctions one suited to the individual case ;

Considering that alternatives to prison sentences can serve the object of rehabilitating offenders and are less costly than imprisonment ;

In the light of experiments carried out in this field in several member states,

Recommends the governments of member states :

1. To examine their legislation with a view to removing legal obstacles to imposing alternatives to imprisonment ;
2. To spare no effort in developing existing alternatives, and in particular :
 - a. to study new methods of probation including the increasing use of residential facilities for probationers which have been tried out in some member states, with a view to their possible adoption ;
 - b. to ensure that fines can be used as sanctions on a broad basis and that there are methods making it possible to adjust such fines to the offender's financial resources, and that methods of enforcing payment are such as to avoid whenever possible recourse to imprisonment ;
 - c. to look into the possibility of imposing various deprivations (such as withdrawal of driving licence) as well as confiscation as independent substitutes for prison sentences ;

3. To study various new alternatives to prison sentences with a view to their possible incorporation into their respective legislations, and in particular :
 - a. to consider the scope for penal measures which simply mark a finding of guilt but impose no substantive penalty on the offender ;
 - b. to consider the expediency of *deferment of sentence* after guilt has been established so as to enable a sanction to be imposed which will take account of the offender's progress after his conviction ;
 - c. to look into the advantages of *community work* and more especially the opportunity it provides :
 - for the offender to make amends by doing community service,
 - for the community to contribute actively to the rehabilitation of the offender by accepting his co-operation in voluntary work ;
 - d. to consider what contribution could be made by semi-detention, as a milder form of punishment than total imprisonment, which would enable the convicted offender to preserve or take up again his links with society as a whole ;
4. To put the necessary resources at the disposal of the departments responsible for carrying out alternative sanctions and to ensure that they are used as effectively as possible ;
5. To develop arrangements for associating the judiciary with the continuing process of developing measures alternative to imprisonment ;
6. To make efforts to inform the public of the advantages of alternative measures, so as to ensure its acceptance of these measures ;
7. To see to it that the present resolution together with its explanatory report is widely circulated in the appropriate services and agencies ;

Invites governments to report to the Secretary General of the Council of Europe every five years indicating what action they have taken to implement the present recommendations.

CONSEIL DE L'EUROPE

COMITÉ DES MINISTRES

RÉSOLUTION (76) 38

SUR LA RECHERCHE EN MATIÈRE D'ABUS DES DROGUES

*(adoptée par le Comité des Ministres le 23 septembre 1976,
lors de la 260^e réunion des Délégués des Ministres)*

Le Comité des Ministres,

Considérant que l'abus des drogues demeure un problème grave dans les Etats membres ;

Reconnaissant la nécessité de vérifier par des recherches l'ampleur et la nature des diverses formes d'abus des drogues ainsi que ses répercussions sur la santé physique et mentale et le comportement social des utilisateurs ;

Ayant présent à l'esprit l'opportunité d'être mieux informé des effets de différents types d'action contre l'abus des drogues et le comportement qui s'y rattache ;

Tenant compte de l'utilité, dans certains cas, d'une approche commune entre les Etats membres dans le domaine de la recherche ;

Reconnaissant l'importance des travaux des Nations Unies et d'autres organisations internationales dans le domaine de l'abus des drogues ;

Vu les conclusions de la 11^e Conférence de directeurs d'instituts de recherches criminologiques ainsi que la Résolution (73) 6 sur les aspects pénaux de l'abus des drogues,

Recommande aux gouvernements des Etats membres :

1. D'encourager la recherche en matière d'abus des drogues et en particulier :
 - i. les études sur les données officielles et le chiffre noir de l'abus des drogues ;
 - ii. les études sur les formes de délinquance relatives à l'abus des drogues ;
 - iii. les études sur l'évolution d'échantillons représentatifs d'utilisateurs de drogues ;
 - iv. les études sur les effets de la législation sur l'évolution du phénomène de la drogue ;
 - v. les études sur les effets de la drogue dans le domaine de la conduite automobile et sur les méthodes de détection de l'abus de drogues chez les conducteurs ;
2. De diffuser les résultats des études qui seraient entreprises, afin qu'ils puissent être pris en considération lors de l'élaboration de mesures législatives ou administratives en la matière ;

Invite les gouvernements qui entreprennent, commanditent ou soutiennent des recherches sur tel ou tel des sujets susmentionnés à informer le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe s'ils souhaitent que le Conseil organise des réunions entre leurs chercheurs et des chercheurs d'autres Etats membres engagés dans des travaux analogues, afin d'établir des critères communs, d'obtenir des données et des résultats comparables et d'échanger leurs connaissances sur les sujets en question.

COUNCIL OF EUROPE

COMMITTEE OF MINISTERS

RESOLUTION (76) 38

ON RESEARCH ON DRUG ABUSE

*(Adopted by the Committee of Ministers on 23 September 1976
at the 260th meeting of the Ministers' Deputies)*

The Committee of Ministers,

Considering that drug abuse remains a serious problem in member states ;

Recognising the necessity of ascertaining by research the scope and nature of the various forms of drug abuse as well as its effects on the physical and mental health of abusers and on their social behaviour ;

Bearing in mind the desirability of having more information on the effects of different types of action against drug abuse and related behaviour ;

Having regard to the usefulness in certain cases of a common approach by member states in the field of research ;

Recognising the importance of the work in the field of drug abuse of the United Nations and other international organisations ;

Having regard to the conclusions of the 11th Conference of Directors of Criminological Research Institutes as well as to Resolution (73) 6 on penal aspects of drug abuse,

Recommends that governments of member states :

1. Encourage research in the field of drug abuse and, in particular :
 - i. studies of the official data and on the dark figure of drug abuse ;
 - ii. studies of patterns of delinquency relating to drug abuse ;
 - iii. studies of the natural history of representative samples of drug abusers ;
 - iv. studies of the effects of legislation on the development of the drug phenomenon ;
 - v. studies of the effects of drugs on the driving of a vehicle and on methods to detect drug abuse by drivers ;
2. Secure dissemination of the results of such studies as might be undertaken in order that these results be taken into consideration when relevant legislative or administrative measures are being prepared ;

Invites the governments which undertake, commission or support research on any of the topics mentioned above to inform the Secretary General of the Council of Europe if they wish meetings to be organised by the Council of Europe of their research workers and research workers from other member states involved in similar work in order to identify common criteria, obtain comparable data and results and exchange experience on the topics concerned.

CONSEIL DE L'EUROPE

COMITÉ DES MINISTRES

RÉSOLUTION (77) 27

SUR LE DÉDOMMAGEMENT DES VICTIMES D'INFRACTIONS PÉNALES

*(adoptée par le Comité des Ministres le 28 septembre 1977,
lors de la 275^e réunion des Délégués des Ministres)*

Le Comité des Ministres,

Rappelant que le Conseil de l'Europe a pour but de réaliser une union plus étroite entre ses membres ;

Estimant que pour des raisons d'équité et de solidarité sociale, il est nécessaire de se préoccuper de la situation des personnes victimes d'infractions pénales et notamment de la situation de celles qui ont subi des lésions corporelles ou qui étaient à la charge des personnes qui ont été tuées lors d'une infraction ;

Constatant que les possibilités de réparation dont les victimes disposent sont souvent insuffisantes, notamment lorsque l'auteur de l'infraction est inconnu ou sans ressources ;

Constatant que pour remédier à cette situation plusieurs Etats membres ont déjà élaboré des régimes spéciaux de dédommagement de victimes et que d'autres Etats membres envisagent d'en faire autant ;

Considérant qu'il est important et dans l'intérêt des victimes de formuler des principes directeurs en vue d'harmoniser les droits nationaux en ce domaine,

I. Recommande aux gouvernements des Etats membres de prendre en considération les principes suivants :

1. Lorsque la réparation ne peut être assurée à un autre titre, l'Etat doit contribuer à l'indemnisation de :

- a. toute personne ayant subi de graves lésions corporelles résultant d'une infraction,
- b. tous ceux qui étaient à la charge de la personne tuée lors d'une infraction ;

2. En ce qui concerne l'infraction pénale génératrice du préjudice corporel, tous les actes de violence intentionnels devront au moins être couverts, même si l'auteur ne peut pas être poursuivi ;

3. Le dédommagement peut se réaliser soit dans le cadre de la sécurité sociale, soit par l'institution d'un régime spécifique d'indemnisation, soit par le recours à l'assurance ;

4. Le dédommagement doit être le plus complet et le plus équitable possible, prenant en considération la nature et les conséquences du préjudice ;

5. Le dédommagement doit s'étendre, selon les cas, au moins à la perte du revenu antérieur et futur, à l'augmentation des charges, aux frais médicaux, aux frais de rééducation médicale et professionnelle ainsi qu'aux frais funéraires ;

6. Pour des raisons pratiques ou économiques, le dédommagement peut comporter un minimum ou un maximum. Il peut aussi être fixé de façon forfaitaire en fonction du taux d'incapacité et de barèmes. L'attribution d'une indemnité peut être limitée aux victimes placées dans une situation matérielle grave ;

7. Le dédommagement peut prendre la forme d'un capital ou d'une rente ;
 8. Le dédommagement doit prévoir la possibilité d'accorder, dans les cas urgents, une provision lorsque la détermination de l'indemnité risque de subir des retards ;
 9. Afin d'éviter un double dédommagement, toute somme reçue ou susceptible d'être reçue d'autres sources telles que le délinquant, la sécurité sociale ou une assurance privée peut être déduite ou son remboursement exigé ;
 10. L'Etat peut être subrogé dans les droits de la victime sans entraver, autant que possible, la réinsertion sociale du délinquant ;
 11. Le dédommagement peut être réduit ou supprimé en tenant compte de l'attitude de la victime et de ses relations avec l'auteur et son milieu ;
 12. Sauf convention spéciale, le dédommagement doit être assuré par l'Etat sur le territoire duquel — y compris ses navires et avions — l'infraction a été commise ;
 13. Le principe de réciprocité peut être appliqué intégralement ou partiellement aux étrangers ;
- II. Invite les gouvernements des Etats membres à envoyer tous les cinq ans au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe un rapport faisant connaître les suites données par eux aux recommandations formulées dans la présente résolution.

COUNCIL OF EUROPE

COMMITTEE OF MINISTERS

RESOLUTION (77) 27

ON THE COMPENSATION OF VICTIMS OF CRIME

*(Adopted by the Committee of Ministers on 28 September 1977,
at the 275th meeting of the Ministers' Deputies)*

The Committee of Ministers,

Recalling that one of the aims of the Council of Europe is to achieve greater unity among its members ;

Believing that for reasons of equity and social solidarity it is necessary to deal with the situation of those who are victims of crime and in particular of those who suffered bodily injury and of dependants of those who are killed by crime ;

Considering that the possibilities of compensation which are available to victims are often insufficient, in particular, when the offender has not been identified or is without resources ;

Noting that with a view to remedying this situation many member states have already instituted special compensation schemes for victims while other member states are considering similar measures ;

Considering that it is important and in the interest of victims to lay down guiding principles with a view to harmonising national provisions in this field,

1. Recommends that the governments of the member states take into consideration the following principles :

1. When compensation cannot be ensured by other means the state should contribute to compensate :

- a. anyone who has sustained severe bodily injury as a result of crime,
- b. the dependants of any person who died as a result of crime ;

2. As regards the crimes which caused the bodily injury, at least all intentional crimes of violence should be covered even if the offender could not be prosecuted ;

3. The compensation might be effected either within the framework of the social security system, or by the setting up of a special compensation scheme or by recourse to insurance ;

4. The compensation should be the fullest and fairest possible, taking into account the nature and the consequences of the injury ;

5. The compensation should include, in appropriate cases, at least loss of past and future earnings, increase of expenses, medical expenses, expenses of medical and professional rehabilitation, and funeral expenses ;

6. For practical or economic reasons, the compensation scheme might make provision for a minimum or a maximum. It might also be fixed on the basis of prefixed scales or of a percentage assessment of the injury. The payment of compensation might be limited to victims who are in a serious material situation ;

7. The compensation might take the form of a lump sum or of periodic payments ;
 8. The compensation scheme should provide for the possibility of granting in urgent cases interim awards when there would be delay in determining the compensation ;
 9. With a view to avoiding double compensation, any amount of money received or obtainable from other sources such as the offender, social security or private insurance might be deducted or reclaimed ;
 10. The scheme might subrogate in the victim's claims, as far as possible without impairing the rehabilitation of the offender ;
 11. The compensation might be reduced or refused on account of the victim's conduct and his relationship to the offender and his milieu ;
 12. Except when special conventions apply, compensation shall be paid by the state on whose territory, including its ships and aircraft, the crime was committed ;
 13. In respect of foreigners, the principle of reciprocity might be wholly or partially applied ;
- II. Invites the governments of member states to inform the Secretary General of the Council of Europe every five years of the steps they have taken to implement this resolution.

CONSEIL DE L'EUROPE

COMITÉ DES MINISTRES

RÉSOLUTION (77) 28

SUR LA CONTRIBUTION DU DROIT PÉNAL À LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

*(adoptée par le Comité des Ministres le 28 septembre 1977,
lors de la 275^e réunion des Délégués des Ministres)*

Le Comité des Ministres,

Considérant que divers aspects de la vie moderne, et notamment le développement industriel, entraînent un niveau de pollution particulièrement dangereux pour la collectivité ;

Considérant qu'il est nécessaire de protéger la santé des humains, des animaux et des plantes ainsi que la beauté des sites par tous les moyens possibles ;

Considérant que le droit pénal doit intervenir en dernier ressort dans ce domaine lorsque les autres mesures n'ont pas été observées, sont restées sans effet ou se sont avérées inadéquates ;

Considérant que les Etats membres du Conseil de l'Europe ont intérêt à développer des lignes de politique communes afin d'arriver à une protection efficace de l'environnement ;

Vu les conclusions de la 7^e Conférence des ministres européens de la Justice, tenue à Bâle en 1972,

Recommande aux gouvernements des Etats membres d'examiner tous les problèmes qui sont soulevés dans le rapport, en vue d'adopter éventuellement l'une ou l'autre des mesures envisagées, en tenant compte de leur Constitution et de leur droit pénal. Ces mesures devraient porter sur :

1. l'examen des sanctions pénales applicables en matière de protection de l'environnement et tout en maintenant les peines traditionnelles de l'amende ou de l'emprisonnement (éventuellement assorties du sursis) dans les cas les plus graves :

a. l'application dans ce domaine de certaines formes particulières de peine pécuniaire, telles que les astreintes pénales, les jours-amendes, les amendes avec sursis et les amendes conditionnelles,

b. l'utilisation du produit de peines pécuniaires appliquées aux pollueurs à des fins touchant à l'environnement,

c. l'application dans ce domaine de mesures telles que la remise en état des lieux (éventuellement prononcée dans le cadre d'un emprisonnement avec sursis), le travail au profit de la communauté, les interdictions professionnelles (appliquées en tant que peines principales) et la publicité des condamnations ;

2. le réexamen des principes de la responsabilité pénale afin d'envisager notamment d'introduire dans certains cas la responsabilité des personnes morales, privées ou publiques ;

3. l'examen de l'opportunité de pénaliser tout acte ou omission coupable (intentionnelle ou par négligence) qui entraînerait une mise en danger de la vie ou de la santé des personnes ou de biens d'une grande valeur ;

4. le réexamen de la procédure pénale en matière de protection de l'environnement et notamment :

a. la création de sections spécialisées des parquets ou des tribunaux, équipées de juges qualifiés en matière de protection de l'environnement,

b. les moyens d'accorder aux personnes et aux groupements le droit de se constituer partie civile devant la juridiction pénale ou d'intervenir dans l'action publique pour la défense d'intérêts collectifs,

c. la création, indépendamment du casier judiciaire central, d'un casier judiciaire spécial pour les condamnés au titre de pollution,

d. l'exclusion du bénéfice de l'amnistie pour les infractions graves relatives à la protection de l'environnement ;

Souligne l'intérêt qu'il y aurait pour certains Etats membres à réunir progressivement, dans un recueil unique notamment, les textes pénaux en matière de protection de l'environnement, dans la perspective :

a. d'un regroupement à l'avenir sur le plan des législations nationales de l'ensemble de la législation de l'environnement, notamment par la voie de codification, dans la mesure où celui-ci paraîtrait souhaitable ou réalisable,

b. d'une harmonisation future éventuelle de toutes les législations des Etats membres du Conseil de l'Europe dans ce domaine ;

Recommande aux gouvernements des Etats membres d'assurer, dans leurs services intéressés, une large diffusion du rapport du Comité européen pour les problèmes criminels sur la contribution du droit pénal à la protection de l'environnement ;

Invite les gouvernements des Etats membres à présenter tous les cinq ans au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe un rapport l'informant des mesures prises par eux à la suite des recommandations contenues dans la présente résolution.

COUNCIL OF EUROPE

COMMITTEE OF MINISTERS

RESOLUTION (77) 28

ON THE CONTRIBUTION OF CRIMINAL LAW TO THE PROTECTION OF THE ENVIRONMENT

*(Adopted by the Committee of Ministers on 28 September 1977,
at the 275th meeting of the Ministers' Deputies)*

The Committee of Ministers,

Considering that various aspects of present-day life, especially industrial development, entail a degree of pollution which is particularly dangerous to the community ;

Considering that the health of human beings, animals and plants and the beauty of landscapes must be protected by all possible means ;

Considering that while recourse to the criminal law in this field should be a last resort, nevertheless use must be made of it when other measures are not observed or are ineffective or inadequate ;

Considering that it is in the interests of the member states of the Council of Europe to develop a common policy directed towards effective protection of the environment ;

Having regard to the conclusions of the 7th Conference of European Ministers of Justice, held in Basle in 1972,

Recommends governments of member states to examine carefully all the problems raised in the report, with a view to adopting possibly one or more of the measures proposed, taking account of the fundamental principles of their constitution and their criminal law. These measures might be the following :

1. examination of criminal penalties for damage to the environment and whilst maintaining the traditional penalties of fine and imprisonment (possibly conditional) in the most serious cases :
 - a. introduction in this field of particular forms of pecuniary penalty, such as daily fines ("astreintes"), day fines, suspended fines and conditional fines,
 - b. allocation of proceeds from pecuniary penalties for pollution to environmental uses,
 - c. introduction in this field of measures such as restoration of the former state possibly ordered in connection with a suspended custodial penalty, work for the benefit of the community, disqualifications (as principal penalties) and publication of convictions ;
2. re-examination of the principles of criminal liability, with a view, in particular, to the possible introduction in certain cases of the liability of corporate bodies, public or private ;
3. examination of the advisability of criminalising acts and omissions which culpably (intentionally or negligently) expose the life or health of human beings or property of substantial value to potential danger ;

4. re-examination of criminal procedure in matters of environmental protection and in particular :

a. creation of specialist branches of courts and offices of public prosecution to deal with environmental cases,

b. means of giving persons or groups the right to become associated with criminal proceedings for the defence of the interests of the community,

c. creation of a special criminal register of persons convicted for pollution, independently of the general criminal register,

d. exclusion from amnesty of serious environmental offences ;

Draws attention to the advantages which certain member states may derive from gradually compiling in a single collection in particular the criminal provisions relating to environmental protection with a view to :

a. subsequent consolidation at a national level, e.g. by codification, of the entire legislation on the environment in so far as this appeared desirable or feasible,

b. an eventual future harmonisation of all legislations of the member states of the Council of Europe in this field ;

Recommends to the governments of member states that they ensure wide circulation within their departments concerned of the report by the European Committee on Crime Problems on the contribution of criminal law to the protection of the environment ;

Invites the governments of member states to report to the Secretary General of the Council of Europe every five years on the action they have taken on the recommendations contained in this resolution.

CONSEIL DE L'EUROPE

COMITÉ DES MINISTRES

RÉSOLUTION (77) 29

SUR LE DÉLIT DE FUITE

*(adoptée par le Comité des Ministres le 28 septembre 1977,
lors de la 275^e réunion des Délégués des Ministres)*

Le Comité des Ministres,

Rappelant que le but du Conseil de l'Europe est de réaliser une union plus étroite entre ses membres, notamment par l'adoption de règles uniformes en matière pénale ;

Considérant que le nombre élevé des accidents de la circulation est devenu un grave problème dans tous les Etats membres ;

Estimant que, s'il importe de prendre des mesures propres à les prévenir, il est non moins essentiel d'imposer — sans préjudice de l'application des dispositions relatives à l'obligation de porter secours aux personnes en danger — aux personnes impliquées dans un accident de la circulation un comportement destiné à sauvegarder les intérêts des victimes et la sécurité routière ;

Considérant, en particulier, que si la plupart des législations des Etats membres sanctionnent le délit de fuite, on constate des divergences importantes dans la définition et le champ d'application de cette infraction ;

Convaincu qu'une harmonisation des dispositions relatives au délit de fuite s'avère donc souhaitable,

Recommande aux gouvernements des Etats membres d'appliquer les principes suivants :

1. En cas d'accident de la circulation ayant causé un préjudice à autrui, des règles de comportement doivent être imposées ;
2. Ces règles doivent concerner tout usager de la route impliqué dans un tel accident ;
3. Doit être considéré comme impliqué dans un tel accident, tout usager de la route qui peut en avoir été la cause ou l'occasion ;
4. Les règles de comportement imposées doivent avoir pour objet d'éviter qu'il ne soit sciemment fait obstacle aux constatations utiles relatives à l'accident, notamment en quittant les lieux pour se soustraire à l'obligation de donner aux personnes ou autorités concernées des renseignements, en particulier sur son identité et/ou sur son véhicule ;
5. L'auteur d'un délit de fuite doit faire l'objet de sanctions adaptées à sa situation personnelle et à toutes les circonstances du cas d'espèce ;

La sanction peut consister :

- i. en une amende imposant un sacrifice financier effectivement ressenti par le coupable,
- ii. en une peine privative de liberté, susceptible, en principe, d'être suspendue sous condition, mais qui pourrait être effective notamment en cas de récidive,
- iii. en une déchéance du droit de conduire ;

Ces sanctions peuvent être prononcées cumulativement ;

6. Les règles générales du droit pénal relatives à la participation sont applicables au délit de fuite.

COUNCIL OF EUROPE

COMMITTEE OF MINISTERS

RESOLUTION (77) 29

ON HIT-AND-RUN OFFENCES

*(Adopted by the Committee of Ministers on 28 September 1977,
at the 275th meeting of the Ministers' Deputies)*

The Committee of Ministers,

Recalling that the aim of the Council of Europe is to achieve a greater unity between its members by, *inter alia*, the adoption of uniform rules in penal matters ;

Considering that the large number of road traffic accidents has become a serious problem in all member states ;

Considering that, while appropriate measures should be taken to prevent such accidents, it is equally essential to ensure—without prejudice to the application of the provisions concerning the duty to aid persons in danger—that persons involved in them behave in a manner conducive to the interests of the victims and to road safety ;

Considering, in particular, that although failure to stop is punishable under most legislations of member states, there are significant discrepancies in the definition of this offence and in its field of application ;

Convinced that harmonisation of the provisions concerning hit-and-run offences is therefore desirable,

Recommends that the governments of member states apply the following principles :

1. Rules of behaviour should be laid down in respect of road accidents resulting in injury and material damage to others ;
2. Such rules should apply to any road user involved in such an accident ;
3. Any road user who may be responsible for or have brought about such an accident should be regarded as being involved in it ;
4. The rules of behaviour laid down should be designed to prevent any deliberate obstruction of the taking of relevant particulars concerning the accident, such as leaving the scene of the accident for the purpose of withholding from the appropriate persons or authorities information, in particular as to one's identity and/or as to one's vehicle ;
5. A person committing a hit-and-run offence shall receive a sanction consistent with his personal situation and all the circumstances of his case ;

The sanction may consist of :

- i. a fine which effectively represents a substantial financial sacrifice for the offender,
- ii. a sentence of deprivation of liberty capable, in principle, of being conditionally suspended but which could be imposed, especially in cases of recidivism,
- iii. deprivation of the right to drive ;

Such sanctions may be imposed cumulatively ;

6. General rules of penal law on complicity should apply to hit-and-run offences.

